

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/08/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MONDI LEMBACEL

11 RUE DE REIMS
BP 3
51490 Bétheniville

Références : D3 i 2024-732
Code AIOT : 0005701427

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/08/2024 dans l'établissement MONDI LEMBACEL implanté 11 Rue de Reims B.P 3 51490 Bétheniville. L'inspection a été annoncée le 13/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objet de cette visite d'inspection est de réaliser un point sur la mise en conformité de l'exploitant par rapport à l'arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 21 août 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MONDI LEMBACEL
- 11 Rue de Reims B.P 3 51490 Bétheniville
- Code AIOT : 0005701427
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Mondi Lembacel est régulièrement autorisée à exploiter une industrie de fabrication d'emballage alimentaire par l'arrêté préfectoral 2012-A-40-IC du 27 mars 2012 pour les rubriques 2445 (transformation de papier, carton), 2450 (imprimerie ou atelier de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, ...) et 2940 (application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduits etc lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le trempé). Il est complété par l'arrêté préfectoral complémentaire 2019-APC-179-IC du 17 décembre 2019.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure prise par l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2023-MD-138-IC

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant a mis en oeuvre plusieurs actions afin de mettre ses installations en conformité au regard des prescriptions de son arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 21 août 2023.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Moyens de lutte contre l'incendie : extincteurs/RIA	Arrêté Ministériel du 02/12/2021, article 4.5 – I	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Moyens de lutte contre l'incendie : Poteaux incendie	Arrêté Ministériel du 02/12/2021, article 4.5 – I	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
4	Rétentions des eaux incendies	AP de Mise en Demeure du 21/08/2023, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
6	Rétention des liquides	Arrêté Préfectoral du 27/03/2012, article 7.5.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours et 3 mois
7	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 27/03/2012, article 8.3.2	Demande d'action corrective	6 mois
8	Accès et circulation dans l'établissement	Arrêté Préfectoral du 27/03/2012, article 7.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Moyens de lutte contre l'incendie : extincteurs/RIA	AP de Mise en Demeure du 21/08/2023, article 2	Sans objet
5	Plan des réseaux	Lettre du 18/03/2022, article 2	Sans objet
9	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 27/03/2012, article 7.5.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une non-conformité majeure est constatée le jour de la visite : les vannes de la réserve incendie aérienne n'ont pas été contrôlées. Il convient de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires en lui demandant de réaliser sous un délai contraint les mesures correctives vis-à-vis de cette non-conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens de lutte contre l'incendie : extincteurs/RIA

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/12/2021, article 4.5 – I
Thème(s) : Risques accidentels, Protection incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : a) D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; b) D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; c) De robinets d'incendie armés (RIA) ; [...]
Constats : Les RIA sont alimentés en eau par une motopompe qu'il faut actionner en cas d'incendie. L'exploitant a transmis par courrier électronique du 05/09/2024 à l'inspection le dernier rapport de vérification des RIA (en date du 25/10/2023) et des extincteurs (réalisé le 20/11/2023). Le rapport de vérification des RIA conclut que sur 21 RIA, un RIA est hors service et doit être remplacé. Les manomètres de 2 RIA sont hors service. Un commentaire est réalisé pour plusieurs RIA stipulant « pas de prise de pression » Le rapport de vérification des extincteurs fait état de 174 extincteurs en bon état et de 12 appareils sortis du parc.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées propose à l'autorité préfectorale de demander à l'exploitant, par lettre de suite préfectorale, de justifier du remplacement : <ul style="list-style-type: none">• du RIA hors service ;• des manomètres HS sur les RIA ;• de la prise de pression des RIA dont le rapport mentionne « pas de prise de pression » ;• du remplacement des extincteurs sortis du parc.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie : extincteurs/RIA

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/08/2023, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'intervention
Prescription contrôlée : Sous un délai de six mois, la société MONDI LEMBACEL doit : <ul style="list-style-type: none">• réaliser un plan d'intervention nécessaire pour le déploiement des services de secours en cas de sinistre sur le site ;• justifier de sa mise à jour auprès de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection un plan d'intervention d'urgence daté du 18/12/2023 comprenant : <ul style="list-style-type: none">• un plan des locaux indiquant les moyens de secours techniques et les risques particuliers. Ce plan ne mentionne pas les poteaux incendie. Pour rappel à l'exploitant, le plan doit mentionner la localisation des poteaux incendie disponibles. ;• les moyens de secours humains ;• le fonctionnement des vannes de barrage. Celui-ci est mis à disposition des secours à l'accueil du site. Le plan d'intervention d'urgence sera présenté par l'exploitant aux acteurs (équipiers de première intervention) lors de la prochaine formation des équipiers de première intervention.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie : Poteaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/12/2021, article 4.5 – I
Thème(s) : Risques accidentels, Protection incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] d) D'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : <ul style="list-style-type: none">- des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;- des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Ces deux types de points d'eau incendie suscités ne sont pas exclusifs l'un de l'autre et peuvent par conséquent coexister pour une même installation. S'il s'agit de points d'eau incendie privés, l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">- permet aux services d'incendie et de secours d'assurer les reconnaissances opérationnelles ;- indique aux services d'incendie et de secours l'existence des points d'eau incendie, les modifications relatives à la disponibilité ou indisponibilité des points d'eau incendie dans les plus brefs délais ;- implante, signale, maintient et contrôle les points d'eau selon les dispositions techniques en vigueur dans le département. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 mètres cubes par heure durant deux heures. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits et, le cas échéant, des réserves d'eau. L'accès extérieur du bâtiment contenant l'installation est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie (la distance est mesurée par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours). Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (la distance est mesurée par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours).
Constats : Les poteaux incendie publics n°002 et 009 de la rue des Chalets de Bétheniville ont fait l'objet de tests le 23/08/2024 par le service technique de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement du Grand Reims. Par courriel en date du 23/08/2024, le responsable technique confirme que les poteaux incendie délivrent un débit minimum de 60 m3/h à 1 bar de pression. L'exploitant va intégrer ce point de contrôle des débits des poteaux dans sa demande auprès du prestataire qui vérifie les moyens de lutte incendie. En revanche les vannes de la réserve aérienne de 600 m3 n'ont toujours pas fait l'objet de vérification pour s'assurer de leur caractère opérationnel.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées propose à l'autorité préfectorale de mettre en demeure l'exploitant de justifier du caractère opérationnel des vannes de la réserve d'eau incendie aérienne de 600 m3 dans un délai de 6 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Rétentions des eaux incendies

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/08/2023, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention et isolement
Prescription contrôlée : Sous un délai de six mois, la société MONDI LEMBACEL doit : <ul style="list-style-type: none">justifier auprès de l'inspection des installations classées de la capacité de rétention et de l'isolement des pollutions accidentelles ou des eaux d'extinction d'incendie en cas de sinistre ;justifier que cette capacité est suffisamment dimensionnées au regard du volume d'eau maximal susceptible d'être pollué.
Constats : Le bassin de rétention est de 1000 m3. Son dimensionnement a été calculé selon le guide D9 à hauteur de 991 m3 et est justifié dans le DDAE. Le bassin a été curé et vidé et a fait l'objet de réparations. Lors de la visite, il contenait de l'eau de pluie. L'exploitant a fait intervenir à plusieurs reprises une entreprise afin de vider le bassin de l'eau de pluie du fait de la forte pluviométrie de l'année 2024. Les vannes de confinement des eaux incendie doivent être actionnées manuellement (8 manipulations à réaliser). La fermeture et l'ouverture de ces vannes ont été testées lors de l'inspection par l'exploitant. Ces vannes paraissent difficilement manœuvrables. Il est prévu dans le plan d'intervention d'urgence présenté qu'une personne soit chargée de cette tâche. L'Inspection s'interroge sur le caractère opérationnel des différentes manœuvres, spécifiquement en cas d'urgence.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées propose à l'autorité préfectorale de demander, dans un délai de 6 mois, à l'exploitant de justifier du caractère opérationnel des manœuvres des vannes de confinement des eaux d'incendie en cas d'urgence et de mettre en place un plan d'action si le caractère opérationnel n'est pas justifié.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Lettre du 18/03/2022, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Étude du réseau des effluents et des eaux pluviales
Prescription contrôlée : Mettre à jour le plan des réseaux du site
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection par courrier électronique du 05/09/20214, un plan des réseaux daté du 16/10/2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Rétention des liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2012, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité des réservoirs associés.
Constats : Tous les IBC et autres contenants de matières dangereuses pour l'environnement présents sur le site ne disposent pas de rétention. Certains contenants sont stockés à l'extérieur des bâtiments, directement posés sur l'herbe ou sur rétention pleine. La mise en conformité n'est pas complète. L'exploitant indique à l'inspection qu'un enlèvement des contenants stockés à l'extérieur est programmé dans les prochains jours. L'exploitant n'a pas justifié la compatibilité des différentes matières dangereuses stockées sur une même rétention.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées de la Marne propose à l'autorité préfectorale de demander à l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">• de justifier de l'enlèvement des contenants stockés à l'extérieure des bâtiments sous un délai de 15 jours ;• de transmettre un plan d'action afin que cet évènement ne se reproduise pas à l'avenir sous un délai de 3 mois ;• de justifier de la compatibilité des produits stockés sur une même rétention sous un délai de 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours et 3 mois

N° 7 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2012, article 8.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Analyse et transmission des résultats
Prescription contrôlée : Les résultats des mesures d'autosurveillance réalisées sont transmis au Préfet et à l'Inspection des Installations Classées dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.
Constats : Les résultats des mesures de l'autosurveillance des effluents et des eaux souterraines ne sont pas saisis sur la plateforme GIDAF depuis au moins 2019.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées propose à l'autorité préfectorale de rappeler par lettre de suite préfectorale à l'exploitant de réaliser la saisie des mesures sur la plateforme GIDAF dans un délai de 6 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Accès et circulation dans l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2012, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Accès et circulation dans l'établissement
Prescription contrôlée : L'établissement doit être en permanence accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et secours. Une voie au moins est maintenue dégagée pour la circulation des services d'incendie et de secours qui doivent pouvoir intervenir en tout point de l'établissement.
Constats : L'inspection a constaté la présence de la trappe des vannes de confinement des eaux d'incendie à proximité de la voie de circulation réservée au secours. L'inspection s'interroge sur la distance disponible pour le passage des camions de secours.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection propose à l'autorité préfectorale de demander à l'exploitant de justifier, sous un délai de 3 mois, du caractère opérationnel de la voie de circulation dédiée au passage des véhicules de secours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2012, article 7.5.7
Thème(s) : Risques accidentels, Transports - Chargements - Déchargements
Prescription contrôlée : Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.
Constats : Suite au déversement accidentel d'un réservoir d'un camion PL qui a eu lieu en 2019, l'exploitant a mis en œuvre plusieurs actions constatées par l'inspection le jour de la visite : <ul style="list-style-type: none">• Etanchéisation de la plateforme ;• Mise en place d'une noue de phyto remédiation ;• Mise en place de deux piézomètres pour suivre la pollution des nappes. L'inspection constate le respect de cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite